



SADEC AKELYS
AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

SADEC LYON

5 rue Gorge de Loup

69009 LYON

Tel +33 (0)4 72 85 60 60

Fax +33 (0)4 72 85 60 69

Mail accueil.lyon@sadec-akelys.fr

www.sadec-akelys.fr

ASSOCIATION DE GESTION DU
GROUPE ROBIN

Impasse de l'Eglise

69560 SAINTE COLOMBE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2020

Nos cabinets : Bourgoin-Jallieu • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Dijon • Lille • Lyon • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris
Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Saint-Genis-Laval • Sens • Strasbourg • Troyes • Vienne • Vitry-le-François

Société SADEC - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région de Paris - Ile de France
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social - 19 avenue de Messine - 75008 Paris - Tél. +33 (0)1 53 53 58 00

Siège administratif - 6 rue du Général Sarrail - 10000 Troyes - Tél. +33 (0)3 25 80 66 80

SELAS au capital de 4 000 000 euros - RCS Paris 351 461 694 - SIRET 351 461 694 00439 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR41351461694

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2020

Aux Adhérents,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de gestion du GROUPE ROBIN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au COVID-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Faits marquants de l'exercice » exposé dans les informations générales de l'annexe des comptes annuels concernant le COVID-19.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 16 novembre 2020

SADEC
Représenté par Adeline MOUSSA
Le Commissaire aux comptes,

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 AOÛT 2020

ACTIF		Exercice N			Exercice N-1
		Brut	Amortissement et dépréciations	Net	Net
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	12 883	6 853	6 030	8 442
	- Autres				-
	- Avances et acomptes				-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 883	6 853	6 030	8 442
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)				-
	- Constructions sur sol propre				-
	- Constructions sur sol d'autrui	21 059 264	12 431 091	8 628 173	9 080 640
	- Installations techniques, matériel et outillage	2 685 314	2 119 434	565 881	322 892
	- Autres (1)	5 895 061	4 767 474	1 127 587	1 211 830
	- Immobilisations corporelles en cours	1 114 020		1 114 020	203 239
	- Avances et acomptes				-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 753 659	19 317 998	11 435 661	10 818 601
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations				-
	- Créances rattachées à des participations	152		152	152
	- Autres titres immobilisés	87 658		87 658	87 658
	- Prêts	128 361		128 361	120 491
	- Autres	14 102		14 102	9 900
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	230 273	-	230 273	218 201
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	30 996 815	19 324 851	11 671 964	11 045 244
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	11 754		11 754	12 233
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	17 614		17 614	-
	CREANCES :				
	- Usagers (familles, élèves)	55 478	42 017	13 461	5 548
	- Personnel et organismes sociaux	4 262		4 262	995
	- Etat et autres collectivités publiques	538 294		538 294	402 782
	- Autres	68 134	6 992	61 142	29 919
	TOTAL CREANCES	666 168	49 010	617 159	439 243
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	5 677 052		5 677 052	3 074 189
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	109 618		109 618	131 498
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	6 482 206	49 010	6 433 196	3 657 163
TOTAL DE L'ACTIF (I + II)		37 479 021	19 373 861	18 105 160	14 702 407

PASSIF			Exercice N	Exercice N-1
F O N D S A S S O C I A T I F S	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE :			
	- Valeur du patrimoine intégré		75 107	-
	- Fonds statutaires		36 932	36 932
	- Apports sans droit de reprise		-	-
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		404 068	404 068
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		9 140 687	8 950 703
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		9 656 794	9 391 703
	RESERVES :			
	- Réserves statutaires		-	-
	- Réserves pour investissements		-	-
	- Réserves de trésorerie		-	-
	- Autres réserves		1 347 064	1 347 064
	TOTAL RESERVES		1 347 064	1 347 064
	REPORT A NOUVEAU		- 1 737 961	- 2 447 133
	RESULTAT DE L'EXERCICE		427 741	428 695
	TOTAL FONDS PROPRES		9 693 638	8 720 328
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE :			
	- Apports avec droit de reprise		271 191	271 191
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		-	-
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		692 435	358 988
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		963 626	630 179
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUELABLES :			
	- Subventions d'équipement		-	-
	- Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement		-	-
	- Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires		208 600	218 128
	- Autres subventions d'investissement		-	-
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUELABLES		208 600	218 128
	DROITS DES PROPRIETAIRES (PRÊT A USAGE)			
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		1 172 226	848 307
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)		10 865 864	9 568 635
P R O V I S I O N S	PROVISIONS :			
	- Provisions pour risques		-	-
	- Provisions pour pensions et obligations similaires		278 536	256 852
	- Provisions pour gros entretien		-	-
	- Autres provisions pour charges		-	-
	TOTAL PROVISIONS (II)		278 536	256 852
F D	FONDS DEDIES (III)		-	-
D E T T E S	EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		5 348 887	3 688 555
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS DES USAGERS		560 082	521 056
	DETTES FOURNISSEURS		144 942	147 935
	DETTES FISCALES ET SOCIALES		163 455	126 269
	DETTES SUR IMMOBILISATIONS		551 735	171 737
	AUTRES DETTES		160 320	220 363
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		31 338	1 005
	TOTAL DETTES (IV)		6 960 760	4 876 919
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)			18 105 160	14 702 407

COMPTE DE RESULTAT - 2019/2020 (Etat comptable réglementaire)	N	N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	3 333 126	3 284 375
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	3 205 952	3 091 776
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	110 226	152 150
Produits des activités annexes	742 205	965 047
Subventions d'exploitation	31 398	82 663
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	63 688	73 887
Autres produits de gestion courante	85 986	130 333
TOTAL 1	7 572 580	7 780 231
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	40 390	42 060
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 721 175	2 115 794
Variation de stocks	479	19 854
Autres charges externes	997 043	991 214
Impôts, taxes et versements assimilés	256 646	211 394
Salaires et traitements	1 858 621	1 842 561
Charges sociales	716 879	721 218
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 433 018	1 300 554
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-	-
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	40 241	38 652
Dotations aux provisions	49 010	36 771
Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	-
Autres charges de gestion courante	15 846	18 121
TOTAL 2	7 129 348	7 338 193
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	443 232	442 038
Remboursement des frais sur opérations faites en commun TOTAL 3	36 606	71 879
Quote-part des frais sur opérations faites en commun TOTAL 4		
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		-
Autres intérêts et produits assimilés	1 434	957
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		-
Différences positives de change		-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		-
TOTAL 5	1 434	957
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	62 445	78 878
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL 6	62 445	78 878
RESULTAT FINANCIER (5-6)	- 61 011	- 77 921
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	418 827	435 996
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	22 557	1 685
Sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	-	-
TOTAL 7	22 557	1 685
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	13 643	8 987
Sur opérations en capital	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
TOTAL 8	13 643	8 987
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	8 914	- 7 302
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives TOTAL 9		
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	7 633 178	7 854 752
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	7 205 437	7 426 058
EXCEDENT OU DEFICIT	427 741	428 694
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Emplois des contributions reçues		
Secours en nature		-
Mise à disposition gratuite de biens et services	1 395 576	1 323 050
Personnel bénévole		-
TOTAL	1 395 576	1 323 050
Contributions reçues		
Bénévolat		-
Prestations en nature		-
Dons en nature		-
TOTAL	-	-

ANNEXES AUX COMPTES

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES DE L'ASSOCIATION DE GESTION

1 – INFORMATIONS GENERALES	11
Identification de l'Association	11
Faits marquants de l'exercice	11
2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	12
Durée et date de l'exercice comptable.....	12
Référentiel comptable	12
Changements comptables	12
Néant	12
3 – NOTES SUR LE BILAN	13
Immobilisations incorporelles et corporelles	13
Dépréciations d'éléments d'actif.....	14
Échéance des créances et dettes.....	14
Fonds associatifs	14
Provisions	14
Fonds dédiés	15
4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	16
Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)	16
Effectif employé pendant l'exercice	16
Honoraires du commissaire aux comptes.....	16
Rattachement des charges et des produits à l'exercice	16
Charges et produits exceptionnels	17
5 – AUTRES INFORMATIONS	18
Engagements financiers donnés et reçus	18
Engagements pris en matière de crédit-bail.....	18
Contributions volontaires en nature.....	18
TABLEAUX.....	19
1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I)	19

2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II).....	19
3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III).....	20
4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV)	20
5) Tableau des mouvements des fonds associatifs (tableau VI).....	21
6) Tableau des mouvements des provisions (tableau VII)	21
7) Tableau des mouvements des fonds dédiés (tableau VIII)	21
8) Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail (tableau IX)	22

1 – INFORMATIONS GENERALES

Identification de l'Association

ASSOCIATION DE GESTION DU GROUPE ROBIN

Impasse de l'Église

69560 SAINTE COLOMBE

Association loi 1901 créée en 1951, qui a pour activité principale l'enseignement.

Elle gère plusieurs établissements scolaires privés sous contrat avec l'État, un centre de formation professionnel, une section d'enseignement supérieur hors contrat et une Unité de formation par Apprentissage.

- École Robin – place St Pierre 38200 VIENNE
- École St Louis – 39 rue Juiverie 38200 VIENNE
- Collège – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Lycée polyvalent – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Lycée professionnel – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Enseignement supérieur – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Lycée Hôtelier – Château de Bellerive 1 quai Frédéric Mistral 38200 VIENNE
- Institut d'Enseignement Supérieur Privé Robin – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Centre de formation professionnelle – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Unité de formation par apprentissage – 1 cours Brillier 38200 VIENNE

Faits marquants de l'exercice

- Lors de l'AGE du 13 janvier 2020, la fusion avec l'école St Louis a été actée avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2019.
- Au 1^{er} septembre, ouverture de l'UFA (Unité de Formation par apprentissage), elle dépend du CFA AKTEAP à Lyon, organisme gestionnaire.
- En raison de la pandémie du COVID-19, les activités ont commencé à être affectées sur la deuxième moitié de l'année scolaire 2019/2020.
Suite à cette crise, l'association de gestion du groupe Robin a pris les mesures suivantes :
 - Report des échéances d'emprunt,
 - Annulation de plusieurs voyages avec remboursement aux familles des avances faites,
 - Annulation des activités culturelles,
 - Remboursement des forfaits de restauration aux familles.

2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Durée et date de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois comme l'exercice précédent, recouvrant la période du **01/09/2019** au **31/08/2020**.

Le résultat net comptable est excédentaire de 427 741 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2020 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et Règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations) et en appliquant la Nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'État (édition 2016) définie par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Changements comptables

Néant

3 – NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUES

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. TABLEAU III).

La méthode utilisée pour les dépréciations des créances usagers (familles) se calcul ainsi :

- Familles parties 100 %
- Familles au service contentieux 100 %
- Familles encore présentent 50 %

Échéance des créances et dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. TABLEAU IV).

À noter : les créances sont ventilées en 2 catégories (≤ 1 an et > 1 an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (≤ 1 an ; > 1 an et ≤ 5 ans ; > 5 ans) en application du PCG (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

Fonds associatifs

Subventions d'investissement

En application du règlement CRC 99-01, les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable par l'association sont comptabilisées au passif du bilan dans la rubrique « fonds associatifs sans droit de reprise » qui font partie des fonds propres ou « fonds associatifs avec droit de reprise » qui font partie des autres fonds associatifs, en fonction des termes de la convention signée avec la collectivité territoriale. Lorsqu'elles sont assorties d'un droit de reprise, l'extinction conventionnelle de ce droit se matérialise par un transfert progressif des subventions vers les comptes « fonds associatifs sans droit de reprise ».

Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement du bien financé.

Un tableau des mouvements des fonds associatifs est joint (cf. TABLEAU VI).

Provisions

Hypothèses retenues pour le calcul de l'engagement de retraite :

- Prise en compte des salaires réels sur l'année comptable étudiée
- Age de départ en retraite 62 ans
- Dette établie en fonction des années déjà acquises

- Modalité de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de part patronale estimé à 45 %

Convention Collective utilisée

CCN Enseignement privé : salariés des établissements privés

Ancienneté	Indemnité
> 5 ans	0,50 mois de salaire
≥ 5 ans et < 10 ans	1 mois de salaire
≥ 10 ans et < 15 ans	1,50 mois de salaire
≥ 15 ans et < 20 ans	2 mois de salaire
≥ 20 ans et < 25 ans	2,50 mois de salaire
≥ 25 ans	3 mois de salaire

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. TABLEAU VII).

Fonds dédiés

En application du règlement CRC 99-01, est enregistrée au passif du bilan en « fonds dédiés » la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas encore pu être utilisée.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (cf. TABLEAU VIII).

4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)

La ventilation du chiffre d'affaire par activité n'est pas mentionnée dans la mesure où il concerne essentiellement de la formation initiale. Le Chiffre d'affaire du centre de formation étant inférieur à 2 % du chiffre d'affaire global, ainsi que celui de l'UFA.

Effectif employé pendant l'exercice

Moyenne arithmétique des effectifs au 31/08/2020

Effectif	Hommes	Femmes
Cadres	18,72	13,79
Agents de maîtrise	-	3,82
Employés	11,23	28,12
Total	29,95	45,73

Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires afférant à la certification des comptes : 7 614 €

Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

Charges constatées d'avance

- Activités et voyages pédagogiques 8 796 €
- Achats et fournitures pédagogiques 62 112 €
- Entretien et maintenance 30 563 €

Produits constatés d'avance

- Activités et voyages pédagogiques 28 470 €

Charges à payer

• 8/12° des taxes foncières	46 041 €
• Honoraires commissaires aux comptes	8 000 €
• Comité Social et Économique	28 110 €
• Provision frais impayés familles	5 330 €
• Coût copie Riso du 01/01/19 au 31/03/19	5 076 €
• Remboursement Échange Hambourg	4 185 €
• Consommation gaz/électricité	3 960 €
• Convention MFR pour l'UFA	3 650 €

Produits à recevoir

• Heures stagiaires CFP	14 354 €
• Activités pédagogiques	10 116 €
• Heures apprentis UFA	23 500 €

Charges et produits exceptionnels

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

Produits exceptionnels

• Remboursement livres perdus	480 €
• Rappel du forfait 2018/2019	14 914 €
• Régularisation sur exercice précédent	5 625 €

Charges exceptionnelles

• Solidarité Enseignement Catholique	10 680 €
• Dons	100 €
• Régularisation sur exercice précédent	2 548 €

5 – AUTRES INFORMATIONS

Engagements financiers donnés et reçus

Cautions de la Région à hauteur de 90 % pour un montant restant de 105 295 €.

Cautions de l'Association immobilière pour un montant restant de 4 781 665 €.

Hypothèque pour un montant restant de 263 012 €.

Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (cf. TABLEAU IX).

Contributions volontaires en nature

L'équivalent loyer

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 3,5 % à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 1 697 €, en appliquant un coût moyen de construction de 66,05 € / m² à une surface de 21 586 m², ce coût moyen est revalorisé chaque année sur l'indice du coût de la construction du 2^{ème} trimestre. Le taux de 3,5 % couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût des emprunts.

TABLEAUX

1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I)

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Valeur brute des immobilisations de St Louis à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement							
	Autres immobilisations incorporelles		9 648	3 235				12 883
		TOTAL I	9 648	3 235	-	-	-	12 883
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)							
	Constructions	Sur sol propre						
		Sur sol d'autrui	20 527 217	103 682	261 447		166 918	21 059 264
	Installations techniques, matériel et outillage		2 257 597	15 467	403 240		9 010	2 685 314
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	4 685 927	247 842	113 879			5 047 649
		Matériel de transport	20 290					20 290
		Matériel de bureau et informatique	59 480	509				59 989
		Mobilier	695 623		44 199		27 312	767 134
	Immobilisations corporelles en cours		203 239	197 723	916 297		- 203 239	1 114 020
	Avances et acomptes sur immobilisations							
		TOTAL II	28 449 374	565 224	1 739 062	-	-	30 753 659
PRÊT A USAGE	Immobilisations grevées de droit	TOTAL III						
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations		152					152
	Autres titres immobilisés		87 658					87 658
	Prêts et autres immobilisations financières		130 391	400	11 672			142 462
		TOTAL IV	218 201	400	11 672	-	-	230 273
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		28 677 223	568 859	1 750 733	-	-	30 996 815

2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Montant des amortissements de St Louis à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement								
	Autres Immobilisations incorporelles		1 206	2 163	3 484				6 853
	TOTAL I		1 206	2 163	3 484	-	-		6 853
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains								
	Constructions	Sur sol propre							
		Sur sol d'autrui		11 446 578	32 908	951 605			12 431 091
	Installations techniques, matériel et outillage		1 934 705	8 036	176 692			2 119 434	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements		3 631 436	216 238	250 696			4 098 370
		Matériel de transport		20 290					20 290
		Matériel de bureau et Informatique		37 764	509	9 790			48 064
		Mobilier		560 000		40 751			600 751
	TOTAL II		17 630 773	257 691	1 429 534	-	-	19 317 998	
TOTAL GENERAL (I + II)			17 631 979	259 854	1 433 018	-	-	19 324 851	

3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				
		• Corporelles				
		• Financières				
	Stocks et en-cours					
	Comptes usagers (familles, élèves)		35 981	42 017	35 981	42 017
	Comptes usagers (familles, élèves) St Louis		1 737		1 737	-
	Autres créances		2 672	6 992	2 672	6 992
	Valeurs mobilières de placement					-
TOTAL			40 389	49 010	40 389	49 010
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation			49 010	40 389	
	financières					
	exceptionnelles					

4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances rattachées à des participations	152	-	152
Prêts	128 361	3 437	124 924
Autres créances	14 102	10 300	3 802
Sous-total créances de l'actif immobilisé	142 615	13 737	128 878
Créances usagers	55 478	33 662	21 816
Créances sociales et fiscales	4 262	4 262	-
Créances Etat et autres collectivités publiques	538 294	538 294	-
Autres créances (à détailler si besoin)	68 134	68 134	-
Sous-total créances de l'actif circulant	666 168	644 352	21 816
TOTAL CREANCES	808 783	658 089	150 694

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 149 972	686 367	2 928 021	1 535 584	
Emprunts et dettes financières divers	173 766	-	-	173 766	
Sous-total dettes financières	5 323 738	686 367	2 928 021	1 709 350	
Dettes fournisseurs	144 942	144 942	-	-	
Dettes fiscales et sociales	163 455	163 455	-	-	
Dettes sur immobilisations	551 735	551 735	-	-	
Autres dettes	160 320	220 363	-	-	
Sous-total autres dettes	1 020 453	1 080 496	-	-	
TOTAL DETTES	6 344 191	1 766 863	2 928 021	1 709 350	

5) Tableau des mouvements des fonds associatifs (tableau VI)

FONDS ASSOCIATIFS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant à l'ouverture de l'exercice St Louis	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES	Valeur du patrimoine intégré	-	75 107	-	-	75 107
	Fonds statutaires	36 932	-	-	-	36 932
	Apports sans droit de reprise	-	-	-	-	-
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	404 068	-	-	-	404 068
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables	8 950 703	18 407	171 577	-	9 140 687
	Total FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE (1)	9 391 703	93 514	171 577	-	9 656 794
	Réserves statutaires	-	-	-	-	-
	Réserves pour investissements	-	-	-	-	-
	Réserves de trésorerie	-	-	-	-	-
	Autres réserves	1 347 064	-	-	-	1 347 064
	Total RESERVES (2)	1 347 064	-	-	-	1 347 064
	Report à nouveau (3)	- 2 447 133	220 720	488 452	-	1 737 961
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	Résultat (4)	428 695	59 757	427 741	488 452	427 741
	TOTAL FONDS PROPRES (I) = 1+2+3+4	8 720 329	373 991	1 087 770	488 452	9 693 638
	Apports avec droit de reprise	271 191	-	-	-	271 191
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	-	-	-	-	-
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables	358 988	-	505 024	171 577	692 435
	Total FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE (5)	630 179	-	505 024	171 577	963 626
	Subventions d'équipement	-	-	-	-	-
	Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement	-	-	-	-	-
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	218 128	-	72 145	81 673	208 600
	Autres subventions d'investissement	-	-	-	-	-
	Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUELEES (6)	218 128	-	72 145	81 673	208 600
	Droits des propriétaires - PRÊT A USAGE (7)	-	-	-	-	-
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II) = 5+6+7	848 307	-	577 169	253 250	1 172 226
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I+II)		9 568 636	-	1 664 939	741 702	10 865 864

6) Tableau des mouvements des provisions (tableau VII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant à l'ouverture de l'exercice St Louis	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques	-	-	-	-	-
	Pensions et obligations similaires	256 852	4 741	40 241	23 299	278 536
	Gros entretien	-	-	-	-	-
	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-
TOTAL		256 852	4 741	40 241	23 299	278 536
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation	-	-	40 241	23 299	-
	financières	-	-	-	-	-
	exceptionnelles	-	-	-	-	-

7) Tableau des mouvements des fonds dédiés (tableau VIII)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à engager à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : engagements à réaliser sur ressources affectées	Diminutions : utilisations en cours d'exercice	Fonds restant à engager à la clôture de l'exercice	ECHEANCE		
						≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Subventions de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-
Dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	-	-
Legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-

8) *Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail (tableau IX)*

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
Informatique	14 558	139 774		-		-	1 389
TOTAL	14 558	139 774	-	-	-	-	1 389

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Informatique	139 215	11 602	139 215	0
TOTAL	139 215	11 602	139 215	0



SADEC AKELYS
AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

SADEC LYON

5 rue Gorge de Loup

69009 LYON

Tel +33 (0)4 72 85 60 60

Fax +33 (0)4 72 85 60 69

Mail accueil.lyon@sadec-akelys.fr

www.sadec-akelys.fr

**ASSOCIATION DE GESTION DU
GROUPE ROBIN**

Impasse de l'Eglise

69560 SAINTE COLOMBE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 août 2020

Nos cabinets : Bourgoin-Jallieu • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Dijon • Lille • Lyon • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris
Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Saint-Genis-Laval • Sens • Strasbourg • Troyes • Vienne • Vitry-le-François

Société SADEC - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région de Paris - Ile de France
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social - 19 avenue de Messine - 75008 Paris - Tél. +33 (0)1 53 53 58 00

Siège administratif - 6 rue du Général Sarrail - 10000 Troyes - Tél. +33 (0)3 25 80 66 80

SELAS au capital de 4 000 000 euros - RCS Paris 351 461 694 - SIRET 351 461 694 00439 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR41351461694

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 août 2020

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Lyon, le 16 novembre 2020

SADEC
Représenté par Adeline MOUSSA
Le Commissaire aux comptes,

